

L'intégration continentale et le règne des entreprises

Le premier rapport du Partenariat nord-américain sur la prospérité et la sécurité en 2005 décrivait la prise de décision sur l'intégration Canada-É.-U : des réunions pour le milieu des affaires, des « consultations » auprès des intervenants et des « séances d'information » au Parlement. Un dialogue public-privé sur le Partenariat nord-américain sur la prospérité et la sécurité en janvier 2006 parlait de « marier les questions de politique aux priorités d'affaires », et de bâtir « un véritable appui à l'intégration nord-américaine ». Quelques mois plus tard, les gouvernements canadien, américain et mexicain donnaient au secteur privé encore plus de pouvoir en créant le Conseil nord-américain de la compétitivité.

Planifier l'intégration profonde

Le Conseil nord-américain de la compétitivité est un groupe de 30 chefs d'entreprise – dix de chaque pays – à qui l'on a demandé de planifier l'intégration continentale. « Les priorités que vous établirez seront au coeur de l'évolution du Partenariat nord-américain sur la prospérité et la sécurité », a dit le Secrétaire du Commerce américain Carlos Gutierrez lors du lancement du Conseil nord-américain de la compétitivité en mai 2006. Lors d'une réunion à huis clos des membres du Conseil depuis lors, ils se sont mis d'accord pour « faire pression auprès des gouvernements » sur quelques « priorités qui tardent à se régler ».

Les suspects habituels

Les dix membres canadiens du Conseil nord-américain de la compétitivité sont aussi membres du Conseil canadien des chefs d'entreprise

(CCCE), un puissant lobby d'affaires et l'un des principaux promoteurs canadiens d'une union nord-américaine. Les entreprises de quatre des représentants américains – Chevron, Ford, Lockheed Martin et Wal-Mart – étaient au nombre des pires citoyens corporatifs de Global Exchange en 2005. Leur participation ne peut que nous amener à nous demander de quelle sécurité et de quelle prospérité se préoccupe le Conseil nord-américain de la compétitivité.



L'intégration : au-delà de l'économie

Les membres du Conseil nord-américain de la compétitivité veulent faire croire aux Canadiens que l'intégration profonde est une évolution naturelle de l'économie nord-américaine. Pour accélérer le processus cependant, ce sont des dérogations politiques qu'ils demandent. « Nous devons augmenter l'interopérabilité des forces armées canadiennes et américaines au sol, sur les mers et dans les airs, y inclus la participation canadienne à un système de défense antimissiles balistiques », avance le rapport du CCCE. L'intégration sera complète, pas seulement économique.

Accès public interdit

Le Conseil nord-américain de la compétitivité est antidémocrate. Sans accès public à ce Conseil, comment s'assurer que ses membres ne braderont pas notre capacité à gouverner pour augmenter leurs profits? En poursuivant votre lecture, vous apprendrez comment mettre un frein à l'intégration continentale et promouvoir des programmes sociaux et des services publics solides, des politiques étrangères et commerciales indépendantes et protéger l'eau, l'énergie et les ressources naturelles du Canada.